



UNE OPPORTUNITÉ POUR SAUVER LA CAMPAGNE AGRICOLE EN SITUATION D'INSÉCURITÉ : VALIDATION DES PROGRAMMES DE CRITICITÉ DU SNU EN RCA

SOMMAIRE

Page.....1
Validation des programmes de criticité

Page.....2
Tableau de criticité des programmes FAO

Page.....3
Des kits maraîchers pour faire face à la crise alimentaire

Page4
Mise en place du bureau exécutif du projet de politique forestière nationale

Page5
La FAO aide la RCA à se préparer à la mise en œuvre de REDD+

Page6
Evaluation rapide de la sécurité alimentaire

Page7
Fair Play, stop sida

Page8
Une carte digitale aquacole pour la RCA

Page9
Telefood

Page.....10
Journée de l'Environnement et de la désertification

Equipe de Rédaction

Rokhaya Daba Fall
Jean Nestor Bobongo
Barthélemy Lamba
Fernand Mboutou
Bruno Bokoto De Semboli
Jean Archange Gonda-Batty

Maquette et Edition

Jean Nestor Bobongo

Photos

J. N. Bobongo/ FAO CAF



PHOTO FAO-CAF MADAME MARGARET VOGT

des Nations a décidé de rester pour assister les populations à faire face aux difficultés engendrées par la crise politico-militaire qui sévit depuis décembre 2012.

Cependant cette présence active ne peut se faire que dans une évaluation correcte des risques et des priorités d'actions. C'est dans ce cadre que les 7 et 8 Juin 2013 s'est tenu un atelier d'évaluation de la criticités des programmes des Nations Unies en RCA pour les six prochains mois.

La rencontre a été ouverte par la Représentante Spéciale du Secrétaire Général (SRS) des Nations Unies en RCA, Mme Margaret Vogt qui a tenu, selon son calendrier, à prendre part à une section des travaux. Dans son mot d'ouverture, Madame Vogt a précisé le contexte sécuritaire dans lequel se déroule l'atelier et son importance quant à la réalisation des activités et des mission de terrain dans un environnement sécuritaire à risques. Elle a ensuite mis l'accent sur un choix réaliste et stratégique des activités à mettre en œuvre dans le cadre des programmes de criticité pour assister et renforcer la résilience des populations vulnérables.

Dans cette situation Les discussions et les échanges fructueux se sont soldés par une matrice des activités de toutes les agences présentes évaluées et classées suivant leur criticité à savoir importance et risques résiduelles liées à leur mise en œuvre. Les travaux ont été animés respectivement par deux facilitateurs M. Denis CHARLES du PAM et Katarina HERRERYD de l'UNICEF, venus tous appuyer les agences du système des NU dans l'évaluation des programmes de criticité en lien avec les risques résiduels et voir la possibilité de mener des missions de terrain.



PHOTO FAO-CAF INTERVENTION DU REPRESENTANT DE LA FAO

La FAO a été représentée par Mme Rokhaya Daba Fall, Représentante de la FAO en RCA, appuyée par M. Gabriele RANIERI, venu du siège pour assister la représentation en matière de sécurité, M. Etienne NGOUNIO-GABIA, Chargé de Programme et M. Barthélemy LAMBA, Assistant aux programmes. Le tableau ci après résume le programme de criticité de la FAO tel que validé par la réunion (Voir tableau à la page 2).



PHOTO FAO-CAF LES FACILITATEURS DENIS CHARLES ET KATARINA HERRERYD

La FAO a été représentée par Mme Rokhaya Daba Fall, Représentante de la FAO en RCA, appuyée par M. Gabriele RANIERI, venu du siège pour assister la représentation en matière de sécurité, M. Etienne NGOUNIO-GABIA, Chargé de Programme et M. Barthélemy LAMBA, Assistant aux programmes. Le tableau ci après résume le programme de criticité de la FAO tel que validé par la réunion (Voir tableau à la page 2).

	Activités requérant la présence de personnel de l'ONU	Niveau PC
1	Sauver la campagne agricole par l'approvisionnement en semences et petits outillages pour la sécurité alimentaire	PC1
2	Sauver la campagne agricole par la distribution des boutures saines de manioc aux ménages vulnérables	PC1
3	Appui à la reconstitution des stocks de vaccins et des chaînes de froid	PC4
4	Vaccination d'urgence contre la peste des petits ruminants et la maladie de Newcastle	PC4
5	Appui à l'insémination artificielle bovine	PC4
6	Mise en place des aires de séchage et de stockage des produits agricoles	PC2
7	Appui à l'identification, sensibilisation et information des riziculteurs	PC3
8	Mission d'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	PC1
9	Système d'information pour le suivi, l'évaluation et l'analyse de la sécurité alimentaire en RCA	PC4
10	Evaluation des besoins des ex-combattants du programme DDR du secteur agro-pastoral	PC4
11	Approvisionnement en intrants pour les jardins potagers dans les centres scolaires	PC3
12	Sauver la campagne agricole par l'appui à la production maraîchère des ménages vulnérables en période post-conflit	PC1
13	Mise en place des foyers de la femme pour renforcer les moyens d'existence et de résilience des victimes de conflit	PC1
14	Coordination du cluster sécurité alimentaire	PC3
15	Appui au renforcement des capacités des collectivités locales post-conflit	PC4
16	Appui à l'agriculture de conservation (conservation des sols)	PC4
17	Appui à la mise en place des champs écoles paysans	PC4
18	Collecte des déchets organiques et compostage pour production d'engrais organiques et biogaz	PC4
19	Appui à la promotion des métiers agricoles et du travail décent en milieu rural avec un accent particulier pour les femmes victimes d'exaction	PC3
20	Appui à la construction d'un centre d'insertion des jeunes pionniers (Sassara)	PC4
21	Collecte des eaux de ruissellement pour l'agriculture et l'assainissement de la ville de Bangui	PC3
22	Appui à l'harmonisation des instruments juridiques pour la réforme foncière	PC3
23	Appui à la mise en place d'un système d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle	PC2

SEANCE DE TRAVAIL AVEC LE PREMIER MINISTRE NICOLAS TIANGAYE

Le 13 Juin 2013, le Premier Ministre Nicolas TIANGAYE a accordé une audience à Madame Rokhaya Daba FALL, Représentant de la FAO en Centrafrique. Cette visite de courtoisie a vite pris les allures d'une séance de travail qui aura duré plus d'une heure d'horloge, en présence du conseiller technique.

Devant les médias centrafricains qui ont relayé l'entretien, le Représentant de la FAO a souligné l'inquiétude partagée avec le Premier Ministre sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle grandissante en milieu rural suite à la crise politico-militaire qu'a traversé le pays. Madame FALL a réitéré le soutien constant de la FAO à la RCA, dans le cadre du système des Nations Unies.

Elle a décliné avec le Premier Ministre les programmes en cours d'exécution et n'a pas manqué de faire un vibrant plaidoyer pour la restauration de la Sécurité pour que les actions de soutien d'urgence puissent prendre corps et que surtout les activités de



sauvetage de la campagne agricole puissent se dérouler sur l'ensemble du territoire national. La tenue du « business meeting » du Programme National d'Investissement pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIASA) et le suivi du dossier du financier ont constitué entre autres sujets,

des pôles d'intérêt de cette fructueuse séance de travail, de même que le développement de la coopération avec les pays émergents comme le Brésil. Deux autres sujets importants qui ont retenu l'attention du Premier Ministre.

Pour finir, elle s'est réjouie du choix de sa collègue Madame Marie Noëlle KOYARA, ex représentant de la FAO en Côte d'Ivoire au poste de Ministre du développement Rural.

DES KITS MARAICHERS POUR FAIRE FACE A LA CRISE ALIMENTAIRE

R L'enceinte de la représentation de la FAO à Bangui a servi de cadre les 13 et 14 mai 2013 à une campagne de distribution de kits maraichers à 763 ménages de la ville de Bangui et ses environs ainsi que ceux de certaines localités de province.

E Cette activité qui se situe dans le cadre du programme d'appui de la FAO au développement agricole en République Centrafricaine a permis aux quatre catégories de bénéficiaires de recevoir en tout 763 pelles, 763 râtaeux, 763 arrosoirs et 19 Kg de semences tomate, de chou, de concombre et d'oignon.

P Deux ONG féminines, à savoir l'Association des Femmes de Centrafrique pour la Lutte Contre l'Analphabétisme (AFCLA) qui intervient autant dans les environs de Bangui (commune de Bégoua) que



PHOTO FAO-CAF QUELQUES BEBECIAIRES

O dans les sous préfectures de Boali et Bossembélé et l'Organisation des Femmes Rurales de Centrafrique (ONFR-FC) qui intervient quant à elle dans 10 sous préfectures, neuf autres groupements maraichers de Bangui et ses environs sont les heureux bénéficiaires de cet appui.

N Ce programme entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet OSRO/CAF/101/AUL avec le financement du Gouvernement Australien et a pour but de faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

S Il est à noter que suite à cette action, plusieurs autres groupements manifestent le désir de

E bénéficier également d'un appui identique de la part de la FAO.

ENCORE PLUS DE BOUTURES SAINES DE MANIOC POUR COMBATTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE



PHOTO FAO-CAF MADAME LE REPRESENTANT DE LA FAO

R Les groupements et associations agricoles un protocole d'accord relatif à la multiplication de boutures saines de manioc en République Centrafricaine. D'un montant total de 35 200 dollars américains soit plus de 17 millions de francs CFA, ce protocole d'accord vise à emblaver plus de 100 hectares de manioc. Les produits issus de cet accord serviront par la suite à approvisionner d'autres producteurs en boutures résistantes à la mosaïque africaine du manioc qui amoindrit énormément les rendements, et ce, en vue de couvrir toute l'étendue de la République Centrafricaine.

E Par ce nouvel accord, la superficie emblavée en boutures saines va passer de 219 à 319 hectares. Il convient de préciser qu'avec l'insécurité qui réduit l'intervention dans les pro-

A vices, seuls les groupements et associations de la ville de Bangui et ses environs ont pu bénéficier de cet appui qui vient à point nommé renforcer la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui menace la capitale centrafricaine. Une soixantaine d'autres groupements et associations attendent en ce moment pour signer à leur tour ce type d'accord avec la FAO.

L Signalons que ce protocole d'accord entre dans le cadre du projet intitulé « Initiative Régionale sur le Manioc en Afrique Centrale et Australe » exécuté par la FAO depuis le mois d'octobre 2010. Il prendra fin en octobre 2013 et intervient dans les préfectures de l'Ombella-M'poko, la Lobaye, l'Ouham,

A l'Ouham-Pendé, la Kémo, le Mbomou, la Basse-Kotto et la Ouaka.



PHOTO FAO-CAF UNE BENEFICIAIRE

MISE EN PLACE DU BUREAU EXECUTIF DU PROJET D'APPUI A LA FORMULATION DE LA POLITIQUE FORESTIERE NATIONALE



PHOTO FAO-CAF

OUVERTURE DES TRAVAUX

Les membres de l'Equipe de Travail Multi-acteurs du projet d'Appui à la Formulation de la Politique Forestière Nationale (ETMA) ont tenu leur première réunion le 12 avril 2013 au ministère des Eaux, Forêts, Chasse, Pêche, chargé de l'Environnement et de l'Ecologie à Bangui.

Cette équipe forte d'une quarantaine de membres est composée des représentants des différents départements ministériels, du secteur privé, de la société civile, des partenaires techniques et financiers, des peuples autochtones, de l'Université de Bangui et de la Primature. Elle a pour mission de veiller sur la bonne exécution du plan de travail du projet.

Il a été question au cours de cette rencontre de faire connaissance avec l'équipe de coordination du projet, de s'imprégner du projet et de son chronogramme annuel d'activités, de mettre en place un bureau exécutif et d'élaborer une feuille de route.

L'occasion a été ainsi donnée au coordonnateur national Théodore MBARO de présenter le contexte du projet TCP/CAF/3402, « Appui à la Formulation de Politique Forestière Nationale », sa logique, ses impacts, ses effets directs et produit ainsi que la mise en œuvre et la gestion du produit. Cette présentation a été suivie de celle du mandat des trois consultants nationaux recrutés dans le cadre dudit projet.

Le bureau exécutif de quatre membres mis en place est présidé par madame Irène SABENDO du ministère du Plan et de la Coopération internationale, la vice-présidence est assurée par monsieur Joseph YOMBA représentant la société civile. Le poste de Rapporteur général revient à monsieur Emmanuel NGOUMBANGOU du ministère des Eaux et Forêts, et celui de rapporteur général adjoint à Jean Jacques Urbain MATMALET représentant les ONG.

Pour des raisons techniques, l'élaboration de la feuille de route a été renvoyée à une réunion ultérieure.

En ouvrant les travaux, le représentant du chargé de

Programme à la FAO, Barthélemy LAMBA a précisé que ce projet contribue entre autres à la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP 2) 2011-2015, puis à l'objectif 1 des OMD « Eradiquer la pauvreté extrême et la faim » et s'aligne parfaitement sur le domaine prioritaire 1 du cadre de partenariat pays, « Appui à l'amélioration de l'environnement de la production ».

Signalons que ce projet qui couvre la période de novembre 2012 à octobre 2013 totalise un budget de 193.000 dollars US. Il s'inscrit dans la mise en œuvre du cadre stratégique de la FAO pour les forêts et la foresterie adoptée en 2010. Il vise à contribuer à la bonne gouvernance du secteur forestier, à la gestion durable des écosystèmes forestiers, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation forestière et à la lutte contre la pauvreté. Il vise enfin à produire un document officiel d'orientation de politique forestière de référence.

Il convient de noter que pour l'instant, la République Centrafricaine ne dispose pas encore d'une politique forestière qui fixe clairement les choix stratégiques et qui arrête les grands objectifs à atteindre, ce qui ne garantit pas l'efficacité de l'action gouvernementale. Il s'avère indispensable de formuler une politique forestière nationale qui devra orienter toutes les actions dans le secteur en cohérence avec le plan de convergence de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (GOMIFAC), les directives de la COMIFAC et les conventions internationales ratifiées par la République Centrafricaine. L'expertise et l'assistance de la FAO ont été sollicitées à cet effet par le Département des Eaux et Forêts.



PHOTO FAO-CAF

PHOTO DE FAMILLE

LA FAO AIDE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE À SE PRÉPARER À LA MISE EN ŒUVRE DE REDD+

Le mécanisme international de la Réduction des Emissions liées à la Dégradation des forêts, la Déforestation, la conservation des forêts, la gestion durable des forêts et l'accroissement des stocks de carbone (« REDD+ » en sigle, utilisé ci-après) vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique et liées aux activités de dégradation des forêts ou de déforestation.

C'est dans ce contexte que le Fond Forestier du Bassin Congo (FFBC) et la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) ont mandaté la FAO pour appuyer techniquement les dix pays de la COMIFAC (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine (RCA), République Démocratique du Congo (RDC), Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Tchad) dans la mise en place d'un système de Surveillance et de Mesure, Notification et Vérification (S&MNV) des activités REDD+. La première phase de ce projet, intitulée « **Systèmes de surveillance et de MNV nationaux avec une approche régionale pour les pays du bassin du Congo** », bénéficie d'un financement de 6 157 127 € et ce pour une période de 18 mois.

Cet appui de la FAO à la République Centrafricaine (RCA) devrait permettre au pays d'être responsable, autonome et de contrôler

l'ensemble de son processus REDD+. A cette fin, les activités du projet en RCA seront les suivantes :

- Sensibilisation et formation des parties prenantes à travers l'organisation d'ateliers d'information et de formation sur les concepts théorique et techniques de la REDD+ et du système S&MNV
- Arrangements institutionnels clairs, qui permettront la mise en place d'un cadre juridique représentant l'engagement politique du pays vis-à-vis de la Convention Cadre des Nations Unies

sur le Changement Climatique (CCNUCC), l'expression de la volonté politique sous forme de l'attribution de responsabilités et de fonctions aux différents départements et structures des gouvernements nationaux qui partageront la charge de travail et la mise en place d'une structure régionale de coordination des activités et d'appui aux structures nationales

- Développement d'un document national de préparation de la stratégie nationale REDD+
- Mise en place d'un groupe de définition du «système national de suivi des forêts»
- Soumission des programmes nationaux et régionaux au FFBC pour financement



ÉMISSION DUE À L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Comme dans les autres pays de l'espace COMIFAC, en RCA les bénéficiaires du projet sont les administrations publiques en charge de la gestion des forêts et de l'environnement ainsi que les institutions techniques en charge des négociations sur le changement climatique. Les autres bénéficiaires du projet sont les populations centrafricaines. Enfin, ce projet bénéficie également à la planète entière grâce aux services environnementaux que les forêts du bassin du Congo assurent.

Ayant déjà validé son RPP, la RCA figure, avec la RDC, parmi les pays étant

déjà bien avancés dans le processus. La priorité du projet de la FAO sera dès lors la définition d'un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) et l'élaboration d'un plan d'actions national pour la mise en œuvre d'un tel SNSF.

SECURITE



PHOTO FAO-CAF M. RANIERI

En matière de sécurité, la représentation de la FAO en Centrafrique a bénéficié du soutien du Siège à travers monsieur Gabriele RANIERI qui a tenu une séance de formation sur des mesures de sécurité à observer en période de crise.

Le séjour centrafricain de monsieur RANIERI lui a permis de prendre part à

l'atelier sur la criticité des programmes du système des Nations Unies en République Centrafricaine, puis à la réunion du SNT.

LA FAO-CAF adresse à cet effet ses sincères remercie-

ments au Siège pour son soutien qui vient à point nommé en cette période d'insécurité qui réduit la présence des Nations Unies sur le terrain et compromet énormément la mise en œuvre des réponses à la crise auprès des populations les plus vulnérables qui demeurent sans assistance.



PHOTO FAO-CAF VUE PARTIELLE DES PARTICIPANTS

EVALUATION RAPIDE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN RCA

Après l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire et nutritionnelle conduite dans le cadre du cluster sécurité alimentaire par le PAM et la FAO en février 2013, et dans le même cadre, les agences de Rome ont mené une évaluation plus exhaustive en mai 2013, parce que couvrant plus des deux tiers du territoire national. Huit zones sur 11 ont été couvertes par l'enquête.

La restitution des résultats de cette enquête a fait l'objet d'un atelier d'évaluation le 12 juin 2013 à Bangui. Il a été question au cours de cette rencontre de préciser les impacts de la deuxième crise ayant affecté le pays en mars 2013 sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire, proposer un scénario d'évolution pour la période de soudure, étayer la révision des programmes d'assistance et lancer un plaidoyer aux bailleurs de fonds.

Ce qu'il faudra retenir de cette évaluation, c'est que les populations qui ont très peu de contact avec l'extérieur sont soulagées de voir les équipes descendre sur le terrain, et attendent beaucoup de la part des Nations Unies. L'insécurité physique est la principale cause de l'insécurité alimentaire, la majorité des sites visités ont vécu des exactions et il y'a un besoin urgent de norma-

liser la situation pour une reprise des activités économiques.

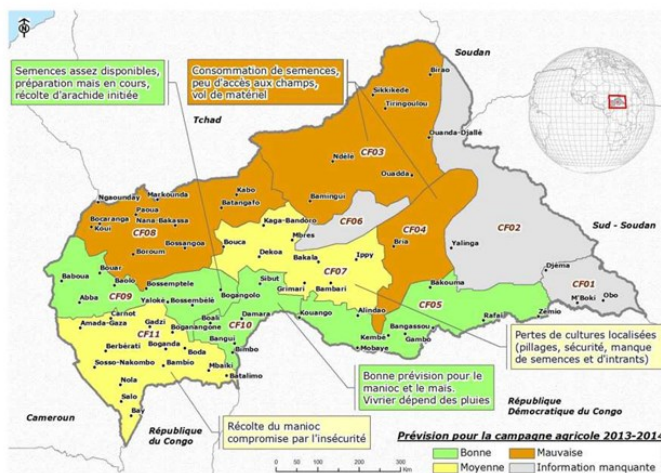
Sur le plan agricole il ressort que les semences ont été pillées ou consommées, les équipements agricoles ont été volés, pillés ou vendus, l'accès aux intrants difficile et dysfonctionnement des exploitations agricoles et sérieuses inquiétudes pour la campagne 2013-2014.

Etant donné que les moyens d'existence sont touchés par la crise, surtout chez les agriculteurs, les pastoraux

et les travailleurs journaliers, la consommation alimentaire des ménages a fortement diminué. La période de soudure dépendra de la sécurité, de l'importance des pluies et de l'accès aux semences pour les récoltes à venir. La soudure sera difficile sans une assistance humanitaire dans la quasi-totalité du territoire.

Cette évaluation confirme le mot d'ordre de la FAO qui est : « sauvons la campagne agricole pour éviter que ne

s'instaure un cycle infernal de croissance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et qui pourrait par endroit se solder par des disettes »



CAMPAGNE « SOLIDARITE POUR ZERO SIDA EN MILIEU SPORTIF CENTRAFRICAIN »

Madame la Représentante de la FAO en sa double qualité de présidente intérimaire de l'ONUSIDA en Centrafrique et présidente du GTO a honoré de sa présence le 5 juin 2013 au Complexe Sportif Barthélemy BOGANDA à Bangui, la rencontre des présidents et secrétaires généraux des fédérations sportives nationales dans le cadre de la campagne dénommée, «Solidarité pour zéro sida en milieu sportif» en Centrafrique.



PHOTO FAO-CAF MADAME LA REPRESENTANTE DE LA FAO

lé tous les participants à la cérémonie de porter haut et fort le message pour atteindre l'objectif « trois zéros » (zéro nouvelles infections à VIH, zéro nouveaux décès liés au sida et zéro discrimination d'ici 2015).

La présidente de l'ANJFAS, Donatienne FETIA a ensuite souligné le rôle capital des fédérations sportives dans cette lutte. Elles doivent développer des actions permanentes d'information et de sensibilisation pour la riposte au VIH/sida et faciliter la

collecte des fonds pour aider les sportifs à avoir des soins et des traitements appropriés.

Enfin, le Directeur de cabinet, Haroun SOUMAÏN, représentant personnel du ministre de la jeunesse et des Sports a exprimé sa gratitude à l'endroit de l'ONUSIDA pour son soutien dans la mise en œuvre de ce programme qui vient à point nommé à un moment où le besoin d'agir pour renverser la tendance du fléau en milieu sportif est le plus pressant. Il a par ailleurs sollicité le concours des partenaires pour la création d'un fonds de solidarité thérapeutique au sein du Département pour faciliter l'accès aux soins et traitements de l'infection à VIH et le sida.

Notons que cette rencontre a donné lieu à la signature d'une convention de collaboration pour la mise en œuvre des activités de la campagne entre l'ANJFAS et le Département de la Jeunesse et des Sports.



PHOTO FAO-CAF SIGNATURE DE LA CONVENTION

« FAIR PLAY, STOP SIDA ».

Organisée par l'Association Nationale des Jeunes Femmes Actives pour la Solidarité (ANJFAS) en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports sous l'impulsion de l'ONUSIDA, cette campagne vise, entre autres, à mettre en œuvre une stratégie pérenne d'information et de sensibilisation des sportifs et du public lors des événements sportifs, toucher 70% des sportifs de Bangui et des cinq préfectures affichant le taux de prévalence d'infection à VIH le plus élevé par des informations essentielles pour éviter le VIH afin d'adopter des comportements non stigmatisant et non discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH et enfin, créer un fonds de solidarité thérapeutique aux malades du sida car le contexte de pauvreté du pays ne permet pas une prise en charge globale et satisfaisante des personnes vivant avec le VIH.

L'ouverture de cette campagne a été marquée par trois allocutions. D'abord celle de madame la Représentante de la FAO, Rokhaya Daba FALL qui a loué l'engagement de l'ANJFAS auprès de l'ONUSIDA avant de lever le paradoxe centrafricain qui consiste en l'exposition des couches les plus instruites à l'avancée de l'infection à VIH. Elle a enfin appe-



PHOTO FAO-CAF

PHOTO DE FAMILLE

ACTUALISATION DU GROUPE DES PERSONNES RESSOURCES DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'AQUACULTURE

Les cadres du Département des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, de l'Environnement et de l'Ecologie, ceux du Ministère du Développement Rural et de l'Agriculture, des représentants des projets sous tutelle et des ONG impliquées dans le processus de mise en œuvre du projet TCP/CAF/3401 « Appui à la mise en place d'un plan de développement durable de l'aquaculture en Centrafrique » se sont retrouvés le 28 mai 2013 à la représentation de la FAO dans le cadre de la réunion du Groupe des Personnes Ressources (GPR). L'objectif de cette réunion est l'actualisation du GPR et l'examen cas par cas des fermes piscicoles du site de Bouar dans la préfecture de la Nana-Mambéré en fonction des producteurs identifiés.

En ce qui concerne le premier point, les participants se sont penchés sur l'article 3 de l'arrêté portant création du GPR. A cet effet, l'effectif de huit personnes composant le GPR est porté à 14. Cet effectif comprend entre autres, les repré-



PHOTO FAO-CAF VUE PARTIELLE DE LA SALLE

sentants du Ministère des Eaux et Forêts, des projets sous tutelle, du Ministère du Développement Rural, des sites pilotes présélectionnés de Bangui, Nola et Alindao ainsi qu'une mareyeuse. S'agissant du second point inscrit à l'ordre du jour, cinq producteurs pilotes ont été retenus sur les seize présélectionnés à Bouar. Un sixième est mis en attente. Le choix des producteurs s'est fait en fonction du nombre d'étangs, de la taille des étangs, des caractéristiques biophysiques du sol, de la permanence d'eau et du type d'élevage pratiqué. Pour les cinq producteurs retenus, le nombre d'étangs s'élève à 30 pour une superficie de 136,74 ares.

BIENTÔT UNE CARTE DIGITALE AQUACOLE DE LA RCA GRACE AU PARTENARIAT FAO-LACCEG

Un protocole d'accord de partenariat a été signé le 30 avril 2013, dans le cadre du projet TCP/CAF/3401, intitulé « Appui à la mise en place d'un plan de développement durable de l'aquaculture en Centrafrique », entre la FAO et le Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et d'Etudes Géographiques (LACCEG) de l'Université de Bangui.

Les deux parties sont représentées par madame Rokhaya Daba FALL de la FAO-Centrafrique et monsieur Aristide OUESSEBANGA, Chef du département du LACCEG.

Par cet accord, le LACCEG s'engage dans un délai de trois mois à réaliser entre autres, sous la supervision du Représentant de la FAO et celle technique d'un fonctionnaire de la FAO, les activités suivantes :

Collecter les données et informations nécessaires à l'élaboration d'une carte digitale aquacole de la République Centrafricaine, plus précisément dans les provinces ju-



PHOTO FAO-CAF

SIGNATURE DE LA CONVENTION

gées à haut potentiel aquacole ; Etablir une carte digitale aquacole du pays montrant la situation actuelle de la pisciculture par province, zones d'habitation dense, voies de communication et des espaces exploités.

Le coût de ce projet dont les résultats feront l'objet d'une présentation dans un atelier de validation

est évalué à 7000 dollars américains.

Il convient de préciser que quelques semaines après la signature de la dite convention, monsieur Aristide OUESSEBANGA a été remplacé par le nouveau chef de département en la personne de monsieur Marcel KEMBE qui se chargera désormais de l'exécution des travaux.

JOURNEE INTERNATIONALE DES REFUGIES 2013

La journée internationale des réfugiés édition 2013 a été célébrée le 20 juin à Batalimo dans la préfecture de la Lobaye, sur le site des réfugiés congolais. Ces derniers se sont montrés particulièrement reconnaissants vis-à-vis du Système des Nations Unies dans son ensemble et particulièrement du HCR et du PAM.

Accompagnant son collègue du HCR pour la circonstance, madame le représentant de la FAO s'est interrogée sur les possibilités d'assister les réfugiés dans le cadre de l'opération « Sauvons la campagne 2013 » par la remise de semences et d'outillages agricoles.

Pour mémoire, en 2011, grâce à la collaboration HCR-FAO, la ville de Bangui a été abondamment fournie en pastèques, faisant ainsi la

joie de la population parce que la loi de l'offre et de la demande a permis aux plus déshérités d'en tirer profit.

La cérémonie a permis aux représentants du HCR, de la FAO et d'OCHA de visiter les infrastructures du camp, notamment l'école et le centre médical. Les manifestations de la journée se sont terminées par un match de football qui a mis aux prises deux équipes féminines et la remise de prix aux deux formations suivi d'un repas communautaire.



LA REPRESENTANTE DU HCR A GAUCHE ET LA REPRESENTANT DE LA FAO A DROITE

TELE FOOD



Dans le cadre du projet TELEFOOD, 36 groupements et associations ont bénéficié de l'appui de la FAO en kits de maraîchage. Ces kits sont constitués pour chaque bénéficiaire de 12 pelles, 12 râteliers, 12 arrosoirs, 12 sachets de semences de tomate,

Monsieur Etienne NGOUNIO-GABIA a saisi l'occasion pour présenter ses regrets à ses interlocuteurs à propos du retard survenu dans le processus de financement de leurs projets TELEFOOD. Ce retard indépendant de la volonté de la Représentation de Bangui est dû à des changements intervenus au niveau du siège à Rome. Il les a par ailleurs rassurés de la disponibilité des prises en charge pour des projets en faveur de la production maraîchère pour sauver la campagne agricole de l'année en cours. Le chargé de programme a rassuré l'assistance de la disponibilité de la FAO à appuyer les groupements et associations si les conditions de sécurité sont réunies.

Il convient de préciser que suite aux derniers conflits militaires-politiques, la capitale Bangui est coupée des provinces, principales sources de ravitaillement en produits vivriers. Le développement des cultures autour de Bangui peut réduire les effets de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

12 de chou, 12 de concombre et 12 d'oignon.

Cette distribution qui s'est déroulée au magasin de la représentation du 14 au 23 mai 2013 fait suite à une importante réunion extraordinaire qui a regroupé le 14 mai les responsables des groupements et associations bénéficiaires, quelques membres du comité de coordination nationale des projets TELEFOOD, autour du Chargé de Programme de la FAO, monsieur Etienne NGOUNIO-GABIA, en présence du Rapporteur du comité de coordination, monsieur Rosson DIMAN.

Cette rencontre avait permis au point focal TELEFOOD, Etienne Tournesol BAMA de faire une présentation sommaire de la situation des projets TELEFOOD envoyés à la FAO pour financement.



JOURNEE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA DESERTIFICATION



PHOTO FAO-CAF DE GAUCHE A DROITE, LE MINISTRE D'ETAT AUX EAUX ET FORETS, MADAME LE MAIRE DE BANGUI ET MADAME LA REPRESENTANTE DE LA FAO

La cour de l'école Bangui-Fleuve située dans le deuxième arrondissement de la capitale centrafricaine a servi de cadre ce 17 juin 2013 à la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement, initialement prévue pour le 05 juin, et qui a été finalement couplée avec la Journée de la Lutte contre la Désertification.

La célébration de cette Journée à double visage a été pour le Ministre d'Etat en charge des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, le Général Mohamed Moussa DHAFFANE, l'occasion de rendre un hommage public à Madame Rokhaya Daba FALL Représentant de la FAO en République Centrafricaine, indéfectible et constant auprès de la RCA pour relever les défis, combien nombreux du développement. Il a appelé à la fin des rebellions causées pour la plupart par la misère due à l'insécurité alimentaire, la pauvreté et le manque de considération de certaines parties de la population centrafricaine et de certaines régions du pays.

Déroulé en plusieurs sessions, la journée dont les deux thèmes révélateurs autant de l'environnement que de la désertification, «PENSEZ-MANGEZ-PRESERVEZ» et «N'ASSECHONS PAS NOTRE FUTUR» a enregistré outre la présence du Ministre d'Etat

des Eaux et Forêts, celle du Ministre en charge de l'Environnement, de l'Ecologie et du Développement Durable, Paul DOKO ainsi que de celui en charge de l'Elevage et des Industries Animales, Joseph BENDOUNGA, de même que celle du Maire de la ville de Bangui, Catherine SAMBAPANZA et des ambassadeurs et chargé d'affaires du Cameroun et du Tchad.

Dans son allocution, le maire de la ville de Bangui a fait un appel au gouvernement pour l'instauration d'une journée de civilité publique qui obligerait tout citoyen à veiller à la propreté de la ville d'une part, et d'autre part pour trouver une solution pérenne à la gestion des déchets plastiques qui prolifèrent dans la capitale.

Le Ministre d'Etat a, pour sa part, rassuré le maire d'une décision qui ne saurait tarder d'interdiction formelle de l'utilisation des sacs plastiques non biodégradables. Il a par ailleurs lancé un appel à tous les partenaires afin que le site choisi pour la célébration de cette double journée soit sauvegardée. « Ce site qui abrite trois institutions scolaires est un creuset du fondement du développement de notre nation, l'EDUCATION, la FORMATION, sa perte équivaldrait à aller à l'encontre du développement économique et social » dira t il.

La cérémonie s'est terminée par un cocktail précédé par un excellent exposé du directeur de l'écologie sur les menaces générationnelles de l'environnement en République Centrafricaine.



PHOTO FAO-CAF DE GAUCHE À DROITE, LE MINISTRE D'ETAT AUX EAUX ET FORÊTS, LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, LE MINISTRE DE L'ELEVAGE ET MADAME LE MAIRE DE BANGUI